

Sur les traces de l'anarchisme au Québec

(des origines à 1910)

Michel Nestor

Table des matières

1. — Aux origines, le 19 ^e siècle	3
Les précurseurs	3
L'influence de la Commune	4
La révolte gronde	5
Les Chevaliers du Travail	6
La propriété c'est le vol	7
Le géographe de l'anarchie	7
En guise de conclusion	8
2. L'essor d'un mouvement ? (1900-1910)	8
Les libertaires du <i>Yiddishland</i>	8
Emma Goldman à Montréal	10
Un marxiste libertaire : Albert Saint-Martin	11
Des anarchistes francophones ?	11
Les manifestations du 1er Mai	11
Syndicalisme et lutte de classe	13
La révolte des pêcheurs	14
Conclusion	15

1. — Aux origines, le 19^e siècle

Cela fait maintenant plus de 100 ans que les idées anarchistes ont libre cours au Québec. Depuis la création des premiers syndicats ouvriers combattifs au 19^e siècle jusqu'aux récentes mobilisations contre le Sommet des Amériques, l'influence libertaire s'est exprimée de nombreuses façons. Une multitude de journaux, d'interventions publiques, de grèves générales, d'œuvres artistiques, d'initiatives sociales et d'alternatives radicales témoignent de cet engagement au quotidien. Malgré la richesse et la diversité de ces pratiques, on ne peut parler d'une véritable tradition anarchiste au Québec : tout au plus retrouve-t-on au fil du temps une mouvance aux contours et aux contenus éclatés, partagée en de multiples tendances parfois contradictoires. Il ne faut pas en conclure pour autant que l'anarchisme n'a aucune racine au Québec, bien au contraire. D'ailleurs, la renaissance de l'anarchisme comme courant d'idée et d'action au cours des cinq dernières années a ravivé l'intérêt de plusieurs pour cette histoire encore méconnue. Voici le premier d'une série d'articles retraçant les origines de l'anarchisme au Québec.

Les précurseurs

Le 19^e siècle a vu l'émergence de l'anarchisme comme courant idéologique organisé autour de la pensée de Pierre-Joseph Proudhon, Michel Bakounine et Pierre Kropotkine, pour n'en nommer que quelques-uns. Au Québec, ce sont davantage les révolutions de 1837 (au Canada), 1848 (Palerme, Naples, Milan, Venise, Paris, Vienne, Berlin..) et de 1871 (Paris) qui ont servi de modèles aux premiers libertaires canadiens-français. Certains d'entre eux sont davantage des humanistes radicaux que des anarchistes. C'est notamment le cas d'Arthur Buies (1840-1901), un libre-penseur anticlérical et révolutionnaire qui participa à l'insurrection républicaine dirigée par Garibaldi¹ lors de son séjour en Europe de 1859 à 1862. À son retour, Buies cherche à diffuser ses idées par le biais d'un journal populaire et satyrique s'attaquant à l'emprise du clergé sur la société canadienne française. Au mois de septembre 1868, il publie le premier numéro de *La Lanterne*, un bulletin de 16 pages pleines de « propos révolutionnaires » et de « chroniques scandaleuses ». ² Pourfendant l'autorité du clergé, Buies s'attaque à l'atrophie des consciences dans une société peu réceptive à ses idées :

« J'entre en guerre avec toutes les stupidités, toutes les hypocrisies, toutes les infamies. »

Il y proclame avec force son idéal de liberté :

« la république, ou la liberté, n'est pas aujourd'hui ce que les peuples pensaient autrefois. La liberté moderne est inséparable de la fraternité. On ne la veut pas seulement pour un peuple, mais pour tous les peuples. On veut effacer les frontières, et voir tous les hommes unis dans la recherche du bien commun. Voyez ces associations d'ouvriers qui se rencontrent sur un point donné de l'Europe, mais qui viennent de tous les pays à la fois. Ces ouvriers déclarent qu'ils sont frères, et que les gouvernements ne les forceront pas à se battre les uns contre les autres. Voyez ces congrès pacifiques qui se tiennent à Genève. C'est le premier pas vers la fusion des races et l'harmonie des droits populaires. » ³

L'humanisme radical de Buies va de pair avec une éducation libre, fondée sur la Raison et débarrassée des dogmes religieux. Ainsi seulement sera-t-il possible d'envisager une réelle égalité sociale et économique :

« Il faut pour cela que l'instruction soit libre, qu'elle soit dirigée par des hommes qui veulent faire d'autres hommes et non par une caste ambitieuse qui ne cherche qu'à faire des esclaves afin de leur commander. » ⁴

La Lanterne paraîtra régulièrement pendant six mois avant d'être interdit de vente par le clergé. Buies n'est pas le seul à être visé par les autorités religieuses : quelques années plus tôt, un prêtre saisit chez un libraire

¹Giuseppe Garibaldi (1807-1882) luttait contre l'autorité du Pape et des monarchistes pour la création d'une république en Italie.

²Gagnon, Marcel A., (1964), *La Lanterne d'Arthur Buies*, Ed. de l'Homme, Montréal, p. 8

³*Ibid.*, p. 71-72. Buies fait peut-être référence au premier congrès de l'Association internationale des travailleurs (A.I.T.), qui s'est tenu à Genève en 1866.

⁴*Ibid.*, p. 97

de Montréal plus de 1500 volumes mis à l'index par l'église catholique et les brûle sur la place publique.⁵ Les seuls alliés objectifs de Buies semblent se trouver du côté de l'Institut Canadien de Québec. L'Institut Canadien est animé par quelques esprits progressistes malheureusement coupés du reste de la population. Cet isolement s'explique sans doute par la féroce répression dirigée contre eux par le clergé, mais également par leur proximité idéologique avec le libéralisme politique, alors très présent en Europe et aux États-Unis mais de plus en plus éloigné du mouvement ouvrier et davantage encore des idées socialistes.

L'influence de la Commune

Paradoxalement, c'est grâce à la Commune de Paris (1871) si l'anarchisme pose son pied au Québec. Face à l'arrivée imminente des troupes prussiennes et l'incapacité du gouvernement français à assumer la défense de Paris, le peuple s'arme, prend le contrôle de la Ville et proclame ses lois révolutionnaires en rupture avec l'État. Après un siège de plusieurs semaines, la révolte est durement réprimée par l'armée régulière française : 30 000 communards sont fusillés par les contre-révolutionnaires et un nombre égal prend le chemin de l'exil ou du bagne. La réaction du clergé canadien français à cette révolution (avortée) est foudroyante. Monseigneur Raymond écrit : « La capitale de la France, centre de ces iniquités et de ces immondices, ne m'apparaît plus que comme une terre souillée, ainsi que celle de Babylone ou de Sodome, et comme telle appelant la vengeance du ciel ». ⁶ Dès lors, la panique s'empare des curés canadiens français : et si des communards venaient s'établir ici ? Une campagne ouvertement xénophobe est orchestrée à travers la province de Québec. Les autorités religieuses mettent en garde l'opinion publique :

« Le plus grand malheur qui peut arriver au Canada serait de tomber dans la possession de ces révolutionnaires. Dans la conjoncture présente, le gouvernement n'est pas le seul intéressé à éloigner les Français de cette province... mais tout fidèle sujet, tout vrai patriote, tout bon catholique qui désire conserver sa religion, ses libertés, ses lois, sa morale, y est particulièrement et personnellement intéressé. »⁷

Malheureusement pour les curés (et heureusement pour nous !), le spectre de l'anarchisme se matérialise bientôt sous leurs yeux, prenant la forme d'une marée humaine difficile à endiguer.

En 1871 et 1872, entre 1000 et 3000 communards s'exilent au Canada, la plupart à Montréal. Ceux-ci constituent « une société bruyante qui doit même être dispersée par la police lors d'une manifestation ».⁸

Le consul de France à Montréal les décrit comme « des socialistes, des ivrognes », « des gens déclassés et des réfractaires à la loi militaire ». ⁹ On trouve parmi eux un ancien rédacteur du journal « le Père Duchesne », Alphonse Humbert (dit d'Abrigeon). Selon le consul, celui-ci attaque « les principes sur lesquels repose l'ordre social dans tout pays civilisé ». ¹⁰

Humbert, condamné aux travaux forcés pour avoir incité le peuple à la révolte dans les pages de son journal, reviendra en France en 1879, profitant de l'amnistie qui est accordée aux communards. Entre temps, il prononce en 1874 une conférence à l'Institut Canadien de Québec sur les misères rencontrées par les immigrants français au Canada. Ces derniers ont la vie dure : la crise économique fait rage et le chômage massif plonge la plupart des exilés français dans la misère. La présence à Montréal d'un millier d'anciens soldats et d'officiers de la Commune oblige le consulat français à mettre sur pied en 1876 une société de bienfaisance pour venir en aide aux nouveaux immigrants arrivant de France. ¹¹ Les diplomates français craignent que les « tendances anarchiques » et l'anticléricalisme des communards en exil déteignent non seulement sur leurs compatriotes fraîchement arrivés, mais également sur les travailleurs canadiens. ¹²

⁵Rioux, Marcel (1987), *La Question du Québec*, Ed. de l'Hexagone, p. 90

⁶Qui n'a pas hésité à s'allier aux Prussiens pour mater l'insurrection.

⁷Rioux, Marcel, *ibid*, p. 92

⁸Voir à ce sujet *Les communautés culturelles au Québec* (1985), sous la direction de Michel Lefebvre et Yuri Oryschuk, aux éditions Fides.

⁹Savard, Pierre (1970), *Le consulat général de France à Québec et à Montréal de 1859 à 1914*, Presses de l'Université Laval, Québec, p. 93

¹⁰*Ibid*, p. 93

¹¹*Ibid*, p. 93

¹²*Ibid*, p. 94

La révolte gronde

Aux yeux des réactionnaires canadiens français, la Commune symbolise le mal révolutionnaire et socialiste. Il en va de même pour les associations ouvrières qu'une loi promulguée par le gouvernement fédéral rend légales en 1872. Le journal le *Nouveau Monde* (ultramontain, c'est à dire ultra-clérical) prédit les résultats d'une telle mesure :

« Sir John A. MacDonald veut introduire au Canada une loi en vigueur en Angleterre... Mais la loi anglaise a été sanctionnée le 29 juin 1871, Elle n'a donc pas encore été en position de donner sa mesure et d'annoncer les résultats qu'elle produira infailliblement. Pourquoi se hâter quand nous savons ce que cette législation a produit en France. (...) N'avons-nous pas vu l'Association Internationale des Travailleurs diriger les mouvements révolutionnaires, établir la commune à Paris et à Lyon. C'est en 1864 que les Chambres françaises légalisèrent les coalitions et c'est en 1871 que l'Internationale est devenue maîtresse de Paris et qu'elle fit trembler la France. »¹³

En fait, ce n'est pas la présence des communards ou la légalisation des syndicats qui entraîneront des troubles dans la province de Québec, mais bien une grave crise économique, comparable à celle de 1929.

Entre 1873 et 1878, les conflits ouvriers se multiplient aux quatre coins de la province au fur et à mesure que le chômage et la misère prennent de l'ampleur. Les travailleurs se tournent vers l'action directe pour avoir gain de cause. La spontanéité et la radicalité des révoltes ouvrières vont de pair avec un durcissement de la lutte des classes.

Le 17 septembre 1877, des journaliers employés à l'agrandissement du canal Lachine près de Montréal quittent le travail. Le motif :

« les 300 employés de la Davis et Cie affirment avoir été employés pour 90 cents par jour et n'en recevoir que 80. »

Ainsi :

« la grève se répand dans les autres sections du canal, certains confrères devant parfois être convaincus par la force, c'est à dire à coups de cailloux ; tous les travaux se trouvent paralysés. (...) les grévistes attaquent le bureau de la Davis et Cie ; plusieurs coups de feu sont échangés et deux hommes sont blessés. Des détachements de la police de la ville et une cinquantaine d'hommes de la milice doivent demeurer en permanence sur les lieux pour maintenir l'ordre. »¹⁴

Cette grève se règle finalement au début de janvier 1878, pour mieux reprendre sur d'autres chantiers de construction ailleurs en province.

De nouvelles émeutes ouvrières éclatent à Québec au mois de juin 1878 :

« plus de 500 employés sur les chantiers de construction du gouvernement, débraient, exigeant un salaire de 1,00\$ par jour au lieu de 50 et 60 cents qui leur sont alloués à la suite d'une baisse de salaire ; ils marchent sur le parlement de Québec, paradant dans les rues de la ville en arborant le drapeau rouge et exigeant de voir le Premier ministre, M. Joly. Ce dernier affirme ne rien pouvoir faire pour eux puisque ce sont des entrepreneurs qui paient les ouvriers, mais il leur promet pourtant une hausse de 20 cents par jour, ce que les grévistes refusent, résolus de ne pas accepter moins de 1,00\$. Des troubles éclatent alors en différents endroits de la ville : des grévistes enfoncent des portes d'usines, envahissent les ateliers du chemin de fer de la Rive Nord, commettent des dégâts à la fabrique d'allumettes Paré, sur la rivière Saint-Charles. Le 12 juin, plusieurs centaines d'entre eux se rendent chez un entrepreneur en construction, M. Peters, pour le forcer à signer un document promettant 1,00\$ par jour ; sur son refus, on saccage les bureaux de l'établissement. Quelques uns partent ensuite piller l'entrepôt de farine Renaud, rue Saint-Paul. Des soldats accourus sans armes pour assurer l'ordre, doivent se replier ; ils reviennent armés, et après la lecture du Riot Act tirent sur la foule. Un des émeutiers est atteint mortellement. »¹⁵

¹³Desrosiers, Richard et Héroux, Denis (1973), *Le travailleur québécois et le syndicalisme* Les presses de l'Université du Québec, p. 34-35

¹⁴Ibid, p. 38-39

¹⁵Ibid, p. 38-39

Il s'agit d'Édouard Beaudoire, un ouvrier d'origine française que des rapports militaires décrivent comme un socialiste ayant participé à la Commune de Paris.

« Le soir, des manifestations rassemblent trois à quatre milles hommes et des discours incendiaires sont prononcés ; un groupe va même jusqu'à libérer un gréviste à la prison de Québec. »¹⁶

Le lendemain, l'arrivée massive de troupes venues de Montréal parvient à rétablir l'ordre : dès le 14 juin, certains ouvriers retournent au travail. Ainsi se termine une autre révolte enflammée...

Les Chevaliers du Travail

La crise économique passée, les syndicats refont surface au Québec. Une première assemblée des Chevaliers du Travail (Knights of Labor) voit le jour à Montréal en 1882 ; rapidement, l'organisation se développe aux quatre coins de la province, soulevant beaucoup d'émoi chez les prélats catholiques. Aux États-Unis, son apparition remonte à 1869. Sa création et son développement au sud de la frontière furent soutenus par de nombreux socialistes et anarchistes, notamment à Chicago. En 1886, Mgr Tachereau demande à Rome d'intervenir pour interdire cette « secte maçonnique », pensant ainsi freiner la progression des Chevaliers dans la Belle Province. On reproche à l'organisation sa « neutralité »,¹⁷ le caractère secret de ses activités, son approche plus combative qu'on associe à la lutte des classes. Quel est donc ce programme sensé amener la révolution aux portes de Québec et de Montréal ? Un amalgame de réformes radicales pour l'époque (contre le travail des enfants, pour l'instruction publique, pour l'égalité des hommes et des femmes selon la formule « à travail égal, salaire égal »), jumelé à une critique du système capitaliste, tout particulièrement de l'exploitation salariale :

« nous ne croyons pas que l'émancipation des travailleurs réside dans l'augmentation des salaires et la réduction des heures de travail ; nous devons aller beaucoup plus loin que cela, et nous n'y parviendrons que si le régime du salariat est aboli. »¹⁸

Au fil des ans, les Chevaliers du Travail arriveront à rassembler à travers tout le Québec un nombre important d'ouvriers non spécialisés, délaissés par les syndicats de métiers ouvertement corporatistes. D'après l'historien Jacques Rouillard, les Chevaliers du Travail avaient une conception assez large de la classe ouvrière : « leur projet visait rien de moins qu'à réunir l'ensemble des producteurs dans un vaste mouvement pour l'abolition du salariat et le rétablissement d'une société nouvelle fondée sur la coopération et la petite propriété ». ¹⁹ Fortement décentralisées et contrôlées par leur base, les assemblées des Chevaliers du Travail regroupaient tous les travailleurs, sans distinction de métier, de sexe, de croyance, de couleur ou de nationalité.

Chez les haut dirigeants des Chevaliers du Travail aux États-Unis (dont l'organisation est en complète dégénérescence), une certaine inquiétude commence à se faire sentir : comment continuer à garder le contrôle sur cette masse d'ouvriers de plus en plus turbulente, défiant ouvertement l'autorité du clergé et du patronat en plus d'enfreindre les règles habituelles des *trade-unions* ?

Parlant des ouvriers canadiens français, le leader américain des Knights of Labor, Terence V. Powderly, avait l'habitude de dire :

« Il y a tant d'anarchistes au Canada ! Ils [ceux au pouvoir] ont raison de se méfier. Les Français sont bien plus difficiles à manier que les autres peuples. Nous avons aussi un certain nombre d'anarchistes aux États-Unis, mais il ne sont pas du genre dangereux. Le tempérament français est très différent. Massez nos gens sur toute la longueur de Market Street, vous n'aurez rien à redouter. Mais faites la même chose avec un nombre égal de Français, alors le pire est à craindre. »²⁰

Ne nous méprenons pas : l'organisation des Chevaliers du Travail n'est pas un syndicat révolutionnaire comme le sera plus tard l'IWW (Industrial Workers of the World, créé en 1905). Toutefois, leur projet politique offre de nombreuses ressemblances avec le mutuellisme développé par les premiers anarchistes français, au nombre desquels on retrouve la figure de Pierre-Joseph Proudhon .

¹⁶Ibid, p. 38-39

¹⁷C'est à dire sa laïcité et l'absence d'aumônier pour superviser ses activités.

¹⁸Rouillard, Jacques (1976), Le Québec et le congrès de Berlin 1902 in *Labour-Le travailleur*, vol 1 no 1, p.72

¹⁹Ibid, p. 72

²⁰Lipton, Charles (1976), *Histoire du syndicalisme au Canada et au Québec (1827-1959)*, Parti-Pris, Montréal, p.112

La propriété c'est le vol

Les évêques du Québec ne réussirent pas à empêcher l'élection d'un militant des Chevaliers du Travail, Alphonse Téléphore Lépine, dans le comté de Montréal-Est aux élections de 1888. Si nous mentionnons le nom du premier député ouvrier au Québec, élu de surcroît dans le « bastion du prolétariat montréalais », c'est que Lépine est influencé par l'un des premiers penseurs de l'anarchisme, Pierre-Joseph Proudhon (1809-1865). Cette filiation lui vaudra les nombreuses critiques des défenseurs acharnés de l'ordre établi. Les slogans anti-Lépine (et anti-anarchistes) se multiplièrent avant son élection : « Propriétaires, prenez garde à vous », « Songez à la Commune de Paris, aux émeutes de Trafalgar Square et aux bombes de Haymarket à Chicago ! », « Ces gens-là veulent abolir les loyers ». Pourquoi tant de remue-ménage autour d'un personnage somme toute pacifique et conciliant ?

« Au cours de l'année 1887, Lépine publia une Explication de la déclaration de principe des Chevaliers du Travail, destinée à mieux faire connaître l'organisation « aux compatriotes de langue française ». (...) Un passage de la brochure laissait clairement entendre à quelle doctrine sociale se rattachaient les premiers penseurs ouvriers québécois et quels courants idéologiques les influençaient. « Cet article [article IV de la déclaration de principe], écrivait Lépine, remet en mémoire le mot d'un grand économiste français : La propriété, c'est le vol. En établissant ce principe, monsieur Proudhon a voulu faire observer que la propriété n'avait pu, dans ses origines, s'établir et se fonder qu'en empiétant sur les droits imprescriptibles du peuple, qui seul a le droit de disposer de la terre, son héritage naturel... »²¹

D'où proviennent ces idées ? Les échanges entre les États-Unis et le Québec devenant de plus en plus réguliers (notamment à travers l'émigration de milliers de canadiens français vers les villes industrielles de la Nouvelle-Angleterre), il n'est pas impossible que les divers courants socialistes libertaires commencent à trouver ici un terrain fertile avec la politisation croissante de la classe ouvrière. On retrouve des traces de cette pénétration à travers une publication socialiste révolutionnaire réalisée dès 1885 par des réfugiés de la Commune de Paris établis en Pennsylvanie (États-Unis). Leur journal mensuel (*La Torpille*) est destiné aux travailleurs de langue française du Canada et des États-Unis. Son contenu est consacré « à la revendication des droits des travailleurs et à la lutte contre les iniquités sociales », tout en fournissant « une très intéressante chronique sur la condition féminine contemporaine et le mouvement ouvrier ».²² Le mensuel changera de nom en 1890 pour devenir *Le Réveil des Masses*, adoptant par le fait même une tendance anarcho-communiste et sera publié sous forme de lettres bimestrielles (4 pages) pour toucher plus spécifiquement les "Français du Canada".²³

Le géographe de l'anarchie

Les liens avec l'Europe semblent pour leur part assez restreint. La visite au Québec de l'anarchiste français Élisée Reclus en 1889 illustre bien cette situation. Du 6 juin au 4 juillet, Reclus parcourt la province en tant que géographe. Il passe par Montréal, Ottawa, Calumet, le Lac Champlain, Roberval et Québec. Son journal de bord nous offre une éclatante description de la société québécoise. Reclus confirme dans son récit de voyage un certain nombre de faits que nous connaissons bien : l'omniprésence du clergé dans les affaires publiques, l'idiotie des curés qu'il croise sur sa route, le faible degré d'esprit critique chez les "élites" locales, la situation quasi coloniale du Canada français... Presque par hasard, il rencontrera tout de même quelques personnages intéressants : un réfugié de la Commune de Paris vivant à Roberval avec toute sa famille (et qui s'appelle La liberté !) ainsi que deux libres-penseurs, l'un anglophone, l'autre francophone. Ce dernier, M. Tremblay, est un socialiste dont Reclus fait la connaissance sur le bateau qui le ramène en Europe :

"un Canadien est à mes côtés, socialiste comme moi, et pour la première fois", dit-il, proclamant sa pensée. "Mais si c'est la première fois, ce n'est pas que la réflexion n'ait été longue. Peut-être le seul dans son pays, le bonhomme lit, étudie, recueille et annote les ouvrages socialistes, et il vient

²¹Voir à ce sujet l'article *Rien pour nous... tout pour tous et toutes*

²²Desrosiers et Heroux, *ibid*, p. 76

²³Creagh, Ronald (1986), *L'anarchisme aux États-Unis*, Tome III, p. 1129, p. 1130

en France respirer une bouffée d'air pur."²⁴

C'est somme toute bien peu de monde pour un si grand pays !

En guise de conclusion

Quels constats pouvons-nous tirer de ces quelques repères historiques ? Dans un premier temps, nous n'avons pas trouvé de courant anarchiste organisé au Québec dans la deuxième moitié du 19e siècle. Cette situation tranche avec celle prévalant aux États-Unis, où existent à cette époque de nombreux groupes et journaux anarchistes, toutes tendances confondues (individualiste, syndicaliste révolutionnaire, anarcho-communiste). Par ailleurs, on retrouve quelques traces significatives montrant une certaine diffusion des idées anarchistes dans les milieux intellectuels et ouvriers après 1871. D'autre part, cette période est jalonnée de révoltes ouvrières et populaires d'inspiration libertaire. Sans nécessairement être l'œuvre d'anarchistes, elles ont certainement une résonance familière pour les communistes libertaires d'aujourd'hui. Il faudra attendre les premières années du 20e siècle pour voir apparaître distinctement au Québec un mouvement anarchiste à part entière, principalement concentré à Montréal dans les milieux ouvriers juifs et canadien français.

2. L'essor d'un mouvement ? (1900-1910)

La fin du XIXème siècle est marquée par l'apparition de nombreux groupes socialistes au Québec. Portés par une nouvelle génération de militantEs ouvrierÈRES, la plupart des différents courants révolutionnaires de l'époque trouvent un écho dans la région de Montréal.

Ce foisonnement commence en 1890 avec l'apparition d'une cellule du *Socialist Labor Party* (SLP), un parti révolutionnaire créé en 1877 aux États-Unis grâce aux efforts d'un intellectuel marxiste originaire des Antilles, Daniel De Leon. Les membres fondateurs de la branche montréalaise du SLP, pour la plupart des immigrants originaires de la Grande-Bretagne, font alors partie de l'une des multiples sections des *Chevaliers du travail*.²⁵ Mais, au fur et à mesure que le flot d'immigrants d'Europe de l'Est se déverse sur les rives du Saint-Laurent, d'autres groupes socialistes se développent à Montréal. Très bientôt, l'anarchisme prend également son essor, tout particulièrement au sein de la communauté juive.

Les libertaires du *Yiddishland*

Si les idées libertaires, notamment celles de Proudhon, ont un écho au Québec avant 1900,²⁶ les premières traces significatives de ce courant politique apparaissent avec le siècle qui commence, tout particulièrement les thèses anarcho-communistes et anarcho-syndicalistes. C'est d'abord dans les milieux ouvriers juifs que s'affirme la présence des anarchistes à la fin du XIXème siècle. D'après le chroniqueur Israel Medresh :

« plusieurs d'entre eux ont migré directement de l'Europe de l'Est, tandis que d'autres ont séjourné brièvement à Londres ou à New-York. »²⁷

Ces derniers avaient pour la plupart appris l'anglais et connaissaient bien la littérature anarchiste d'Europe de l'Ouest. Toujours selon Medresh :

« certains, parmi les anarchistes venus de New-York, avaient été recrutés par de grosses firmes montréalaises comme ouvriers experts ou artisans spécialisés de premier ordre dans les métiers de la confection, notamment la fabrication des vêtements féminins et des corsages. »²⁸

²⁴Chardak, Henriette (1997), *Elisée Reclus l'homme qui aimait la Terre*, Stock, p. 456. Le journal d'Élisée Reclus peut être consulté sur le site <http://gallica.bnf.fr>

²⁵Ce groupe diffuse le 3 septembre 1894 un manifeste rédigé en français à l'occasion de la Fête du travail, qui réunit chaque année des milliers de personnes dans les rues de Montréal. L'année suivante, Daniel de Leon vient à Montréal au début du mois de mars à l'occasion d'une tournée de conférences à travers le Canada.

²⁶Voir à ce sujet la première partie de ce dossier dans "Ruptures", no.1, automne 2001, pp. 21-24 (*ici : la première partie*)

²⁷Medresh, Israel (1997), *Le Montréal juif d'autrefois*, éditions du Septentrion, p. 83

²⁸*Ibid*, p. 83

Ces ouvrierÈRES ne mirent pas beaucoup de temps avant de s'organiser politiquement dans leur nouveau milieu de vie. En 1903, à l'initiative d'un groupe d'immigrantEs anarchistes et socialistes, s'ouvre la première bibliothèque juive à Montréal. C'est à New-York que le groupe s'approvisionne d'abord en livres et en journaux. Une douzaine de personnes se réunissent ainsi quotidiennement chez l'anarchiste Hersh Hershman (1876-1955) pour lire et débattre de leurs idées. Originaire de Bukovina (Roumanie), Hershman est actif dans le mouvement syndical depuis son arrivée en Amérique. Comme beaucoup d'immigrants originaires d'Europe de l'Est, il travaille d'abord à New-York comme tailleur dans l'industrie du vêtement avant d'arriver au Québec en 1900. Peu après l'ouverture de la bibliothèque, Hershman participe à la création du *Mutual Aid Group*, un cercle de discussion libertaire créé en l'honneur de l'anarchiste russe

Pierre Kropotkine. Le *Mutual Aid Group* s'adresse aussi bien aux ouvriers juifs montréalais qu'aux intellectuels radicaux de l'époque. On retrouve parmi eux Richard Kerrigan, un militant syndical autrefois membre de la cellule du SLP, ainsi que le poète Jack Dorman. C'est à cette période que Hershman crée des liens avec Rudolf Rocker (1873-1958), l'un des principaux théoriciens de l'anarcho-syndicalisme européen, avec lequel il entretiendra une correspondance pendant près d'un demi-siècle.²⁹

Constatant le manque de vie culturelle et littéraire dans la communauté juive à Montréal, Hershman ouvre à la fin de l'année 1903 une librairie sur le boulevard Saint-Laurent dans un local qu'il loue pour 5 \$ par mois. En plus de vendre des oeuvres de fiction et une bonne partie de la presse juive new-yorkaise, celui-ci laisse une grande place à la littérature anarchiste dans les rayons de son magasin. Rapidement, sa librairie devient un centre culturel de toute première importance. Des ouvriers passent y prendre un verre de soda, achètent leurs journaux et discutent pendant des heures en s'appuyant sur les écrits de Rudolf Rocker, Pierre Kropotkine, Michel Bakounine, Johann Most ou Emma Goldman pour étayer leur pensée. Deux ans plus tard, Hershman fonde le journal *Der Telegrapher*. Publié en yiddish, il vise à informer les communautés russes et roumaines de Montréal. D'autres journaux sont distribués par les anarchistes montréalais, notamment *Di Fraye Arbayer Shtime* (la voix libre des travailleurs), un bimensuel américain de langue yiddish fondé à New-York à la toute fin du XIXème siècle, est rapidement devenu le principal journal anarchiste juif d'Amérique du Nord.

À en croire plusieurs observateurs de l'époque, l'anarchisme a le vent en poupe dans la communauté juive montréalaise, d'autant plus que celle-ci se développe rapidement grâce à l'afflux constant de réfugiéEs fuyant les pogroms qui se multiplient après l'échec de la révolution de 1905 en Russie. Signe des temps, une seconde librairie « radicale » ouvre ses portes sur le boulevard St-Laurent. Contrairement à celle de Hershman, celle-ci distribue exclusivement de la littérature révolutionnaire. La création en 1906 d'une branche montréalaise de l'*Arbayer Ring* (le cercle des travailleurs) témoigne également du développement des idées radicales à Montréal. L'*Arbayer Ring* est une organisation « fraternelle » proche des idées anarchistes qui sert de pôle de référence culturelle en faisant la promotion du yiddish auprès des ouvrierÈRES. Selon Israel Medresh :

« les immigrants qui arrivèrent à Montréal après 1905 rencontrèrent, au sein de ce cercle, des Juifs qui s'étaient engagés en Russie dans des mouvements insurrectionnels contre le tsar et qui avaient lutté sur les barricades de Minsk, de Vilnius et dans d'autres villes de la Zone de résidence juive (...). Plusieurs avaient purgé des peines dans les prisons tsaristes ou avaient été déportés vers la Sibérie, d'où ils s'étaient enfuis pour finalement aboutir à Montréal »³⁰

De tous les courants socialistes actifs dans la communauté juive (qui compte alors plus de 10 000 personnes) :

« les anarchistes en particulier formaient un groupe plus important sur le plan numérique et avaient été les premiers à s'organiser en mettant sur pied, à Montréal, une cellule appelée *Frayhayt* (liberté). À Toronto, ils avaient suscité l'apparition d'un groupement connu sous le nom de *Royter Kraytz* (le cercle rouge), et à Winnipeg, *Fraye Gezelshaft* (société libre). Au cours des premières années de leur existence, ces associations anarchistes étaient beaucoup plus vigoureuses que leurs équivalents socialistes. »³¹

L'historien Ivan Akumovik atteste lui aussi de cette présence au Québec :

²⁹Rome, David (1986), "The Jewish Times" in *The Immigration Story 1*, Canadian Jewish Congress p.31-33

³⁰Medresh, Israel, *op. cit.*, p. 72

³¹Belkin, Simon (1956-1999), *Le mouvement ouvrier juif au Canada, 1904-1920*, Éditions du Septentrion, Sillery, p. 92

« À Montréal, Toronto et Winnipeg, il existait aussi de petits groupes d'anarchistes, qui dénonçaient à la fois les socialistes et les employeurs, dans leur combat pour une société sans état, sans classe et sans argent. »³²

Contrairement à d'autres courants socialistes présent dans la communauté juive, les anarchistes sont ouvertement athées et anti-nationalistes, ce qui ne manque pas de créer des conflits avec les divers groupes sionistes. Un militant du début du siècle, Jacob Salomon, décrit les activités politiques de ces différents groupes :

« plusieurs factions militantes se disputaient fermement le terrain. Elles inondaient les rues habitées par les Juifs de leurs déliants, de leurs brochures et de leurs périodiques, autant les anarchistes que les socialistes, les bundistes et tous les autres. Les invitations à des conférences et à des débats publics gratuits attiraient un grand nombre de gens. »³³

Emma Goldman à Montréal

Au mois de février 1908, la militante anarchiste Emma Goldman (1869-1940) prononce une série de conférences à Montréal dans le cadre d'une tournée à travers le Canada.³⁴ Sa venue soulève quelques remous dans les journaux de la Métropole : un chroniqueur de *La Presse* va même juger bon de dissocier les classes laborieuses canadiennes-françaises des idées chères à l'anarchiste d'origine russe. Emma Goldman est accueillie par un groupe anarchiste nouvellement formé, l'*Arbeiter Freund* (l'ami des travailleurs).³⁵ Profitant de la présence de Goldman, *Arbeiter Freund* tente d'effectuer un rapprochement avec les francophones et les anglophones en organisant un meeting en anglais. Voici comment Goldman décrit son premier passage à Montréal dans les pages du bulletin anarchiste new-yorkais *Mother Earth* :

« Montreal, the city of the dark ages, priestcraft and churches, proved unusually wide awake this time. Two packed Jewish meetings. But then, Jewish meetings are always packed -with men, women, infants, and baby-carriages. The herding instinct of my race has aided its survival, despite all the horrors it was made to endure. Besides, what would become of progress were it not for the Jews? (...) Well, whether it is acceptable or not, the Jewish Anarchists are acquainting Americans with Anarchism, especially since they have learned to realize that it is the English-speaking public that needs awakening. Their sleep being almost death-like, it requires more energy, more constant and systematic efforts. Such efforts the "Arbeiter Freund" group of Montreal has certainly brought into play when it arranged the English meeting Sunday, Feb. 15th. No wonder it was a great success especially from an educational standpoint. The same newspapers that gave a fair interview with myself, together with other papers, hastened to sound the alarm of horror. A meeting on Sunday, in superstition-ridden Montreal, and attended by Canadians! Canadians, who were so bold-faced as to publicly declare themselves in sympathy with the lecture on "The Relation of Trade Unions to Anarchism", and even a vote of thanks to the speaker! Unheard of! Of course it is the fault of those foreign Anarchists; if it were not of those creatures Canada would continue to be dull and pious and stupid. But as it is, some light may enter benighted Canada, and that's more than the average newspaper editor can stand. »³⁶

Les conférences en anglais prononcées par E. Goldman se dérouleront à la Bourse du Travail, l'édifice des syndicats internationaux à Montréal. Le bulletin *Mother Earth* nous apprend que ces rencontres publiques auront permis d'amasser la somme de 74\$ pour le financement de son journal (qui alors coûte à peine 5 cents). C'est à nouveau dans les pages de *Mother Earth* qu'est annoncée l'adhésion du groupe *Arbeiter Freund* à la *Fédération anarchiste de New-York*, dont le rayonnement dépasse largement les limites de cette ville pour inclure des collectifs un peu partout dans le nord-est américain.

³² Akumovik, Ivan (1975), *The Communist Party in Canada : A History*, Toronto, McClelland and Stewart Limited, p. 3

³³ Belkin, Simon, *op. cit.*, p. 95. Les bundistes dont parle Belkin sont des membres du *Yiddish Arbeit Bund* (L'Union des ouvriers juifs de Pologne, de Lituanie et de Russie), créé en 1897. Mouvement révolutionnaire luttant à la fois sur le terrain politique et culturel contre l'exploitation des ouvriers et le racisme dont ils sont victimes, mais également pour l'égalité sociale et le rayonnement de la culture yiddish.

³⁴ Il s'agit du premier voyage à Montréal pour Emma Goldman. Celle-ci aura toutefois l'occasion de séjourner au Québec à de très nombreuses reprises au cours des années suivantes, comme nous le verrons dans le prochain numéro. (*Ruptures n°3*)

³⁵ *Arbeiter Freund* est également le nom d'un journal édité par Rudolf Rocker à Londres à la même époque.

³⁶ Goldman, Emma (1908), *The Joys of Touring in Mother Earth*, vol.3, no. 3

Un marxiste libertaire : Albert Saint-Martin

D'après l'auteur Claude Larivière, c'est le militant socialiste canadien-français Albert Saint-Martin qui aurait loué la Bourse du Travail pour les conférences d'Emma Goldman à Montréal. Membre influent de la section francophone du *Parti Socialiste du Canada* (PSC), Albert Saint-Martin (1865-1947) est un personnage-clé de l'histoire des idées révolutionnaires au Québec. L'originalité de ses positions mérite qu'on s'attarde quelque peu sur ses activités. Sans être anarchiste, Saint-Martin a su développer tout au long de sa vie une pratique politique à la croisée du socialisme, du conseillisme et de l'anarchisme.

Pendant la période qui nous intéresse (1900-1910), Saint-Martin fait la diffusion de l'espéranto, une langue universelle en laquelle de nombreux libertaires fondent beaucoup d'espoir. Dans l'esprit de ses propagateurs, l'espéranto doit permettre aux prolétaires de tous les pays d'harmoniser leurs intérêts par l'usage d'une nouvelle langue commune. C'est ainsi que Saint-Martin participe en 1902 à la création d'une revue publiée dans cette langue, intitulée *La Lumo* (La Lune) :

« *La Lumo* enseigne une langue. Elle répand aussi un idéal : l'unité fraternelle des peuples et des races ; la lutte commune pour l'intelligence et la science. »³⁷

Trois ans plus tard, Saint-Martin participe à l'ouverture du premier club espéranto à Montréal. Ce dernier vit alors dans une « commune socialiste » dans le quartier Maisonneuve en compagnie des membres de sa famille et de quelques militantEs francophones avec lesquelles il va créer deux coopératives d'alimentation au centre-ville. Aux yeux des autres socialistes, Saint-Martin est un militant « différent » alors que pour d'autres, il est tout simplement « original ». Sa trajectoire l'amènera à militer d'abord au Parti Ouvrier (travailliste) d'où il sera expulsé en 1907 à cause de son affiliation au Parti Socialiste du Canada (PSC), une organisation que certainEs qualifient de libertaire (pour sa critique anti-capitaliste, anti-réformiste et anti-étatique).³⁸ Pour ces raisons, le PSC refuse d'adhérer à la Deuxième Internationale et demeure très critique à l'égard des *trade-unions*. Nous reviendrons plus en détail sur le PSC et les activités d'Albert Saint-Martin dans notre prochain numéro, d'autant plus qu'avant 1911 (l'année d'une scission importante avec son aile social-démocrate), cette organisation politique semble s'intéresser davantage à la propagande électorale qu'à l'action directe.

Des anarchistes francophones ?

Si les informations sur les milieux anarchistes juifs sont relativement « nombreuses », il n'en va pas de même pour les autres groupes linguistiques. Pourtant, certaines pistes nous permettent de penser qu'il y a bel et bien eu des groupes anarchistes ou libertaires francophones à Montréal au tout début du XX^{ème} siècle. Dans l'un de ses nombreux articles sur l'extrême-gauche au Québec, le journaliste Jacques Benoit rapporte l'envoi au journal *La Presse* d'une lettre signée par le *Groupe anarchiste de Montréal* en 1905, suivi quelques années plus tard par la création du cercle *Alpha Omega*, proche des idées socialistes libertaires. Benoit cite le journal catholique *La Vérité*, qui décrit le cercle *Alpha Omega* comme un groupe de « socialistes à allures d'anarchistes, de révolutionnaires et de toute une bande de sectaires enragés. »³⁹

D'autre part, l'éditeur montréalais Dimitri Roussopoulos indique que « des témoignages nous signalent la présence des travailleurs canadiens-français, avant la Première Guerre mondiale, arborant le drapeau noir des anarchistes lors des manifestations du premier mai »,⁴⁰ sans toutefois donner plus de précisions. Quoiqu'il en soit, d'autres sources viennent confirmer la présence d'anarchistes lors des toutes premières manifestations célébrant la Journée internationale des travailleurs à Montréal.

Les manifestations du 1er Mai

D'après Israel Medresh :

³⁷Beaulieu, André et al. (1984), *La presse québécoise des origines à nos jours*, tome quatrième, 1890-1905, p. 149. Dès 1901, il existait à Montréal une autre revue en espéranto intitulée *L'espérantiste canadien*.

³⁸Gambone, Larry (1995), *The Impossibleists*, Red Lion Press, p. 3

³⁹Benoit, Jacques (1982), *Les anarchistes au Québec, une influence diffuse* in *La Presse*, 3 mai, p. A2

⁴⁰Roussopoulos, Dimitri (1980), *L'après-référendum... une perspective anarchiste* in *L'impasse* (sous la direction de Nicole Laurin-Frenette et de Jean-François Léonard), Ed. Nouvelle Optique, p. 105

« les radicaux aujourd'hui plus âgés racontent que l'organisation des défilés du 1er mai à Montréal relevait des anarchistes. »⁴¹

Cette affirmation mérite quelques nuances. En effet, c'est à l'initiative de membres du *Mutual Aid Group* et du *Parti socialiste du Canada* que se déroule en 1906 la première manifestation du 1er mai à Montréal. Celle-ci faillit ne pas avoir lieu, les ouvriers d'origine juive craignant que leurs camarades francophones et anglophones ne se désistent à la dernière minute en les laissant manifester seulEs dans les rues de Montréal. C'est finalement Jack Dorman qui sert de médiateur entre les différents groupes linguistiques, permettant à chacun d'eux de compter sur l'appui des autres. À en juger par le compte-rendu publié par le journal *La Patrie*, cette première manifestation fut couronnée de succès :

« la manifestation socialiste a été imposante et par le nombre de manifestants et par l'enthousiasme qui n'a cessé de régner dans les rangs de la longue procession qui a défilé par les rues Ste-Catherine, St-Denis, Craig et St-Laurent. »⁴²

D'après les journaux, entre 500 et 1000 personnes de toutes « nationalités » confondues (Italiens, Roumains, Juifs, Irlandais et Canadien-français) se sont d'abord réunies vers 19h00 à la Salle Empire avant de se diriger vers le Champ de Mars accompagnées par une fanfare. Au nombre des manifestantEs, on retrouve les ouvrierÈRES de la *Bargain Clothing Co.* qui se sont mis en grève le matin même après que leur patron ait refusé de leur accorder congé pour le 1er mai et de réduire leurs heures de travail.⁴³ Sur le trajet, les manifestantEs s'arrêtent sur la rue St-Denis devant l'Université Laval et crient « Vive l'Anarchie ! » et « À bas la calotte ! »,⁴⁴ ce qui ne manque pas de susciter la controverse parmi les bourgeois et les étudiants qui observent la scène. À leur arrivée au Champ de Mars, Jack Dorman prend la parole pour dénoncer « le pouvoir des despotes », tout en prédisant « le triomphe du socialisme dans tout l'univers. »⁴⁵ Il encourage les participantEs à manifester leur solidarité avec trois membres de la *Western Federation of Miners* accusés du meurtre du gouverneur de l'Idaho. Une quête s'organise séance tenante parmi les manifestantEs et rapporte la somme de 8 \$!

Cette première célébration du 1er mai marque le début d'une tradition à Montréal ; à chaque année, ils seront des centaines, voire des milliers, à défiler dans les rues de la Métropole malgré la répression qui s'abat progressivement sur eux. En effet, la police s'intéresse de plus en plus aux milieux anarchistes et socialistes montréalais et cherche à faire interdire toute manifestation du 1er mai par le conseil de Ville. Dans une lettre pastorale largement diffusée dans les quotidiens du 29 avril 1907, Monseigneur Bruchési condamne à son tour les manifestations socialistes tenues à l'occasion de la Fête internationale des travailleurSEs. L'évêque de Montréal écrit :

« Des hommes qui se proclament socialistes, non contents d'affirmer par la parole ou par la plume des principes subversifs de l'ordre établi, ont fait l'année dernière (...) une démonstration dont notre population garde un très pénible souvenir. Ils ont paradé, drapeau rouge en tête, et de leurs rangs sont parties des injures à l'endroit de l'Église et de la religion. (...) Nous observerons surtout qu'il y avait là l'affirmation de doctrines fausses, dangereuses et formellement condamnées par l'Église, comme par la raison et l'expérience des siècles. En effet, le droit de propriété privée est l'une des bases sur lesquelles la société repose. Or c'est précisément ce droit de propriété privée que le socialisme combat. Bien plus, il veut montrer dans la propriété la cause de toutes les injustices et de tous les crimes, et par là souffle au coeur des masses des sentiments d'envie, de haine et de vengeance capables d'engendrer les plus déplorables désordres. Grâce à Dieu les partisans de ces funestes utopies ne sont pas encore nombreux parmi nous, mais ils s'efforcent par tous les moyens de faire école et d'attirer à eux les ouvriers. C'est notre devoir de les dénoncer et de mettre le peuple en garde contre leurs enseignements et contre le zèle qu'ils déploient pour faire des recrues. (...) Mais aller dans les rues, à la suite de ce drapeau reconnu aujourd'hui partout comme le triste symbole des idées révolutionnaires et anarchiques, s'insurger contre ce qui garantit l'ordre et la

⁴¹ Medresh, *Israel, op. cit.*, p. 85

⁴² *La manifestation socialiste* in *La Patrie*, 2 mai 1906, p. 142 Larivière, Claude (1979), *Albert Saint-Martin, militant d'avant-garde (1865-1947)*, Éditions coopératives Albert Saint-Martin, p. 75

⁴³ Larivière, Claude (1975), *Le 1er mai, fête internationale des travailleurs*, Éditions coopératives Albert Saint-Martin, p. 28

⁴⁴ *La manifestation socialiste* in *La Patrie*, 2 mai 1906, p. 1

⁴⁵ Groupe de chercheurs de l'Université du Québec à Montréal sur l'histoire des travailleurs québécois, *L'action politique des ouvriers québécois* (recueil de documents), p. 59-60

paix publics, déclarer la guerre aux décisions augustes et aux sages directions de l'Église, semer sur le chemin ou dans des réunions tumultueuses, des germes de discordes et de troubles, cela n'est pas chrétien, cela n'est pas patriotique, cela n'est pas canadien, et avant que le mal ne devienne trop grave nous voulons faire tous nos efforts pour le conjurer. Que tous les amis de l'ordre prêtent leur concours. »⁴⁶

L'invitation du clergé sera entendue par les étudiants de l'Université Laval. Ceux-ci iront par dizaines attaquer les manifestantEs réuniEs au Champ de Mars le premier mai 1907 avant que le rassemblement ne soit finalement dispersé par les charges répétées de policiers à cheval. Le même scénario se reproduira pendant plusieurs années sans pour autant freiner l'ardeur des militantEs socialistes et anarchistes qui poursuivent néanmoins leurs activités.

Syndicalisme et lutte de classe

Un peu partout à travers le monde, une pratique syndicale révolutionnaire prend de l'ampleur dès la fin du XIX^{ème} siècle. Le mouvement ouvrier devient alors l'un des terrains de lutte privilégiés pour les anarchistes, qui s'efforcent de créer des syndicats combatifs et revendicateurs. Le principal objectif de ces organisations n'est pas d'obtenir telle ou telle réforme, mais bien de paver la voie à une révolution sociale par l'expropriation de la propriété privée et la réorganisation complète de la production. La visite au Québec d'une délégation ouvrière française en 1904 marque un tournant pour de nombreux militants syndicaux qui s'intéressent de plus en plus près à la perspective révolutionnaire. L'un des rares témoignages relatant cet événement provient d'Alfred Charpentier, un « pionnier » du syndicalisme catholique au Québec. Dans un article paru dans les années 1950, Charpentier décrit en détails la conférence organisée à Montréal en 1904 par un petit groupe de délégués de la *Confédération Générale du Travail* (CGT) en route vers les États-Unis. La CGT est alors une puissante organisation dans laquelle les anarchistes sont très présents, notamment à travers leur participation à la Fédération des Bourses du Travail. Devant un auditoire de 300 personnes composé de syndicalistes, de socialistes et de francs-maçons (dixit le très catholique Charpentier), les délégués de la CGT exposeront les divers moyens d'action directe (sabotage, grève sur le tas, occupation d'usines, etc.) employés par les travailleurs français afin de préparer la grève générale expropriatrice, ce grand chambardement permettant à la classe ouvrière de se débarrasser du capitalisme en ouvrant la voie au socialisme. À en croire Charpentier, cette rencontre laissa une forte impression aux participantEs montréalais.

L'année suivante, une première organisation syndicaliste révolutionnaire voit le jour en Amérique du Nord : il s'agit des *Industrial Workers of the World* (IWW). Le 27 juin au 8 juillet 1905, 200 déléguéEs représentant plus de 35 000 travailleurSEs des États-Unis et du Canada se réunissent à Chicago afin de procéder à sa création. La plus grosse organisation à adhérer au nouveau syndicat est sans aucun doute la *Western Federation of Miners*, qui compte alors 27.000 membres. C'est à ce congrès qu'est adopté le préambule définissant les objectifs du syndicalisme industriel, préambule qui sera modifié en 1908 pour éliminer toute référence à la lutte « politique » (associée aux partis et à l'électoratisme) pour y substituer une action exclusivement « économique ». Les militantEs de l'IWW « dénonçaient avec véhémence le syndicalisme de métier, d'affaires, de collaboration de classes, lui opposaient la conception d'un syndicalisme d'industrie, de solidarité ouvrière, de lutte de classes ».⁴⁷ Les anarchistes américainEs seront nombreuxSEs à appuyer les efforts de l'IWW : il en sera de même au Canada tout au long de son histoire.

Le développement de l'IWW à Montréal commence en 1905. Parmi les personnes présentes au congrès de fondation à Chicago, on compte au moins deux Montréalais, W.T. Leach et Richard Kerrigan. Ils sont mandatés par la *Bakers' and Confectioners' Union No. 48* afin de se joindre au nouveau mouvement. Kerrigan représente également deux autres groupes au congrès de fondation de l'IWW, la Fédération des cordonniers du Canada et la *Wage Earners Union*, sans toutefois n'avoir aucun mandat précis à défendre.⁴⁸ Certains des premiers militants de l'IWW (tel Richard Kerrigan) ont également fait partie des Chevaliers du Travail (*Knights of Labor*), l'ancêtre du syndicalisme de combat en Amérique du Nord. Mais contrairement à cette organisation, l'IWW est clairement

⁴⁶À ce sujet : Portis, Larry (1985), *IWW et syndicalisme révolutionnaire aux États-Unis*, Spartacus, pp. 138-140. On y retrouve la traduction française de ces deux préambules.

⁴⁷Guérin, Daniel (1970), *Le mouvement ouvrier aux États-Unis 1867-1967*, Ed. François Maspero, p. 36

⁴⁸À ce sujet : *The founding convention of the I.W.W.* (1969), Merit Publishers, New-York, 616 p.

anticapitaliste et fait l'apologie d'un moyen d'action alors tout nouveau pour les travailleurs québécois : la grève générale illimitée. Au cours des années à venir, le mouvement ouvrier aura maintes fois l'occasion de le mettre en pratique.

L'historien H.A. Logan est plus précis quant au membership de ces nouveaux syndicats :

« The real beginnings in Canada were associated with the influx in 1906 of Polish and Russian Jews as they fled from Europe after the failure of the Russian Revolution of 1905-1906. These were the days of aggressive organization activities of the IWW and many of these immigrants, some of whom had already been active in underground union activities in Europe, were drawn into an IWW garment workers' local in Montreal and a mixed local consisting of steel, wood, rubber and clothing workers in Toronto. »⁴⁹

Après avoir réussi à créer une section regroupant les *cloakmakers*, l'IWW tenta au même moment de syndicaliser les tailleurs du vêtement masculin, deux secteurs manufacturiers où les anarchistes sont alors très présents.⁵⁰ Cette démarche eut lieu pendant la crise économique de 1907, mais la présence de l'IWW fut tout de suite combattue par divers syndicats de métiers qui finirent par avoir le dessus au cours des années suivantes. En 1912, l'IWW avait à toute fin pratique disparu dans l'industrie du vêtement à Montréal.

Bien qu'assez influente dans l'Ouest canadien et le nord de l'Ontario, l'IWW ne connaît pas au Québec de développement important. Sa progression sera entravée par de nombreux conflits avec des syndicats « internationaux » (c'est-à-dire américains), mais également par l'apparition en 1908 des premiers syndicats catholiques. Ceux-ci deviendront rapidement très influents auprès des travailleurSEs de langue française, tant et si bien qu'il restera très peu d'espace pour favoriser l'éclosion d'une conscience de classe autonome et révolutionnaire au sein de la classe ouvrière. Pourtant, des foyers d'incendie apparaissent ici et là, portés par les conflits sociaux qui frappent continuellement l'ensemble des sociétés capitalistes.

La révolte des pêcheurs

Si nous avons essentiellement parlé de la situation prévalant à Montréal, d'autres régions du Québec ont également connu d'importantes batailles sur le front de la lutte des classes. L'un des épisodes les plus importants s'est déroulé à l'automne 1909 sur la côte gaspésienne, dans le village de Rivière-au-Renard.⁵¹ Il oppose plusieurs centaines de familles vivant de la pêche aux monopoles qui contrôlent cette industrie. Depuis près de 200 ans, un système d'exploitation particulièrement vicieux s'est mis en place dans toute la péninsule.

Initiée par le marchand jersiais Charles Robin, l'arnaque est fort simple : des compagnies offrent aux pêcheurs de s'approvisionner à crédit dans leurs magasins pendant l'hiver. En échange, les pêcheurs s'engagent à vendre toutes leurs prises à ces compagnies l'automne venu, et ce au prix fixé par les marchands une fois la saison de pêche terminée. Année après année, le prix du quintal de poisson chute, entraînant les pêcheurs dans la spirale de l'endettement.⁵² À défaut de pouvoir payer leurs dettes à l'automne, celles-ci sont reportées l'année suivante à la solde des familles. Mais dans bien des cas, les marchands envoient des huissiers pour saisir les rares biens des fautifs qui se retrouvent alors sans rien du tout pour passer l'hiver.

Au mois de septembre 1909, cette situation devient tout simplement intolérable pour la majorité des pêcheurs. Ceux-ci apprennent avec colère que les compagnies ont décidé de fixer le prix du quintal de morue à 3,50\$, 50 cents de moins que l'année précédente. Et dire que 10 ans auparavant, le prix était de 6\$! Il n'en faut pas plus pour déclencher une véritable révolte dans plusieurs petits villages côtiers. Le 4 septembre, une centaine de pêcheurs rendent une visite aux agents des trois compagnies qui ont des comptoirs à Rivière-au-Renard. Leurs revendications sont simples : les pêcheurs exigent que le prix du quintal soit fixé à 4\$ et qu'aucune saisie ne soit effectuée pendant l'hiver. Leur survie et celle de leurs familles en dépend. Cet ultimatum ne fait pas plier les marchands ; toutefois, la détermination des manifestantEs leur font craindre le pire. Les pêcheurs laissent aux compagnies un délai de 48 heures pour donner une réponse favorable à leurs revendications :

⁴⁹ Logan, H.A. (1948), *Trade Unions in Canada*, MacMillan Co. of Canada, Toronto, p. 211

⁵⁰ Belkin, Simon, *op. cit.*, p. 69. Au début du XX^{ème} siècle, on désignait sous le nom de *cloakmakers* l'ensemble des travailleurs de l'industrie du vêtement féminin. Un *cloak* est un vêtement ample sans manche porté à cette époque par les femmes.

⁵¹ Toutes les informations sur cette révolte proviennent d'un livre de Jacques Keable, *La révolte des pêcheurs* aux éditions Lanctôt.

⁵² Un quintal égale à 112 livres de poisson séché, c'est-à-dire vidé de son eau, de ses viscères, etc.

« si c'est non, dit l'un d'eux, on va revenir et on va vous sortir de la paroisse, tous, comme des chiens ! On va ouvrir vos magasins et on va placer quelqu'un d'autre dedans, à votre place, une fois qu'on se sera servis nous-mêmes. »⁵³

Les marchands prennent les menaces très au sérieux : le soir même, ils télégraphient au député de Gaspé, Me Adolphe Lemieux, pour obtenir l'aide du gouvernement fédéral. Celui-ci décide d'envoyer le lendemain deux bateaux de la marine pour rétablir l'ordre. En l'absence de chemin de fer et de routes praticables, la mer est le seul moyen de rejoindre rapidement la pointe de la Gaspésie. Cet isolement relatif laisse aux révoltés une certaine marge de manoeuvre qu'ils et elles sauront mettre à profit.

Le 6 septembre au matin, l'ultimatum prend fin. Par centaines, les pêcheurs retournent à Rivière-au-Renard avec la ferme intention de reprendre leur dû. Certains cadres de la compagnie *Fruing* tentent de prendre la fuite : ils sont stoppés par des barricades érigées sur la route. Refusant de donner raison aux revendications des pêcheurs, ils sont copieusement rossés par les travailleurs en colère, qui sont maintenant plus de 400. Ceux-ci font maintenant la tournée des marchands à la recherche des responsables patronaux. Voyant approcher la foule de son établissement, l'un des cadres de la compagnie *Hyman*, Philip Romeril, tire à plusieurs reprises sur les « émeutiers » et blesse l'un d'eux à la jambe. Il est ensuite fait prisonnier par les autres pêcheurs. Ces derniers s'en servent comme monnaie d'échange pour désarmer d'autres employés de *Hyman* qui pointent des carabines sur eux. Les pêcheurs arrachent aux patrons qu'ils ont séquestrés un engagement écrit donnant satisfaction à leurs revendications initiales. En moins de trois heures, ce « mouvement anarchique »⁵⁴ a obtenu une victoire rapide et inattendue. Les pêcheurs croient avoir défait la minorité de possédants qui les exploitent depuis si longtemps.

Les marchands n'ont évidemment pas dit leur dernier mot : le lendemain, ils portent plainte contre quarante pêcheurs. Le shérif (!) de Gaspé les accuse d'avoir participé à un « rassemblement tumultueux entravant illégalement le commerce de la morue et le cours normal des affaires ». En outre, ces pêcheurs sont accusés d'avoir assailli, battu et tenté d'assassiner une dizaine de cadres et de patrons, en plus de s'être attaqué à la propriété des compagnies *Fruing* et *Hyman*. C'est la panique chez les élites locales : tous les jours, de nouvelles rumeurs laissent entendre que les pêcheurs vont s'attaquer aux établissements commerciaux de l'Anse-au-Griffon et de Grande-Grave. Les militaires accourus à Gaspé pour rétablir la loi et l'ordre envoient un télégramme à Ottawa le 9 septembre :

« Les marchands de Rivière-au-Renard sont maintenant à Gaspé pour leur sécurité, étant donné que les émeutiers défient le clergé, le maire et toutes les autorités et qu'ils ont décidé d'assumer eux-mêmes la loi. Seule une importante force armée peut rétablir la paix. »⁵⁵

La réaction de la classe dominante ne se fera pas attendre. Le 11 septembre, deux croiseurs de la marine canadienne jettent l'ancre devant Rivière-au-Renard : 40 soldats débarquent à terre les armes à la main et procèdent à une vingtaine d'arrestations. Trois jours plus tard, une autre opération militaire effectuée pendant la nuit permettra d'arrêter quatre autres pêcheurs. Ils seront tous envoyés à Percé et jugés *manu militari* les 16 et 17 septembre. À la suite de ce procès expéditif, 22 des 24 accusés sont trouvés coupables d'émeute, de lésions corporelles et de blessures graves ; cinq d'entre eux sont condamnés à des peines de prison de 8 à 11 mois et incarcérés sur le champ. Quant aux promesses écrites faites aux pêcheurs, elles restent évidemment lettre morte. Une autre révolte spontanée vient de se terminer : l'exploitation, froide et meurtrière, peut à nouveau reprendre son cours.

Conclusion

La période historique que nous venons de survoler se révèle très féconde pour les idées anarchistes et libertaires, même si les francophones semblent quelque peu en retrait par rapport à ces développements. L'immigration européenne, combinée aux échanges bilatéraux entre le Québec et les États-Unis, favorisent l'éclosion d'expériences nouvelles, notamment au sein du mouvement ouvrier où le marxisme reste une idéologie encore peu connue. L'absence de parti communiste rend la tâche des anarchistes beaucoup plus facile, d'autant qu'on retrouve au sein du Parti Socialiste des militants assez proches des idées libertaires et anarcho-sindicalistes.⁵⁶

⁵³Keable, Jacques (1996), *La révolte des pêcheurs*, Lanctôt Éditeur, p. 83

⁵⁴*Ibid*, p. 91

⁵⁵*Ibid*, p. 108

⁵⁶McCormack, A. Ross (1977), *Reformers, Rebels, and Revolutionaries : The Western Canadian Radical Movement*

Cette tendance commencera à s'inverser entre 1910 et 1920, tout particulièrement après la révolution d'octobre et le triomphe des thèses léninistes. L'entrée en guerre du Canada aux côtés de la France et de la Grande-Bretagne compliquera grandement le travail des militantEs par l'adoption de lois répressives qui permettront d'interdire bon nombre d'organisations révolutionnaires partout en Amérique du Nord. Paradoxalement, c'est au cours de cette période que seront créés des liens durables entre anarchistes français et québécois.

Bibliothèque Anarchiste
Anti-copyright



Michel Nestor
Sur les traces de l'anarchisme au Québec
(des origines à 1910)

Consulté le 29 août 2016 de kropot.free.fr
Paru dans *Ruptures* n° 1 et 2. Dans le n°3 : les années 1910 à 1920.

fr.theanarchistlibrary.org